

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des Libertés Publiques  
et de l'Environnement

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

PRODIA BRESSE  
Chemin du Parc  
71480 CUISEAUX

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

N° 2014192-0023

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques 3642 et 1136 ;

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite « Directive IED » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°03/0547/2-3- d'autorisation d'exploiter un entrepôt frigorifique, un centre de collecte et de préparation de produits d'origine animale en vue de la fabrication d'aliments pour animaux de compagnie, en date du 4 mars 2003 ;

Vu la déclaration de changement de dénomination de la société MARTINET BRESSE en PRODIA BRESSE, en date du 23 septembre 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013312-0004 de prescriptions complémentaires, en date du 8 novembre 2013 ;

Vu le décret interministériel N°2004/374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs du Préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Considérant que l'exploitant n'a pas remis, dans le délai imparti, l'étude des dangers prévue à l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2013 ;

Considérant l'information préalable de l'exploitant du projet de mise en demeure, et son absence d'observations ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er :

En application de l'article L.171-8 du code l'environnement, la société PRODIA BRESSE, est mise en demeure, de respecter l'article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 novembre 2013, à savoir remettre une étude des dangers actualisée concernant son installation et répondant aux exigences fixées par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

La mise à jour de l'étude des dangers doit également permettre d'étudier les moyens potentiels pour réduire les conséquences des scénarios dangereux identifiés.

ARTICLE 2 :

Faute pour la société PRODIA BRESSE de se conformer à la présente mise en demeure avant le 31 octobre 2014, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Monsieur le maire de Cuiseaux, Monsieur le sous-préfet de Louhans, Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Saône-et-Loire, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à MACON, le 11 JUIL. 2014

Le préfet,

  
Fabien SUDRY